

L'académie des vingt-huit.

Modèle d'ouverture culturelle pour les uns, système coûteux et élitiste pour les autres. Les écoles européennes ont été créées à partir de 1953 pour les enfants des agents communautaires. Depuis, elles réalisent le rêve de Jean Monnet: insuffler l'esprit européen. Mais d'élargissements ratés en cures d'austérité, la crise de l'Union pourrait bien les rattraper.

PAR ZINEB DRYEF — PHOTOS BIEKE DEPOORTER

RENDEZ-VOUS AU CHÂTEAU. » Le terme n'avait rien d'ironique, c'est bien un château que l'on distingue au bout de l'allée. On reconnaît les lieux, entrevus sur des vidéos YouTube gentiment trash de lycéens qui fêtent les résultats du bac en s'arrosant de mousse et de bulles sur *Happy* de Pharrell Williams, parfois lovés dans un drapeau français, italien ou européen.

Mais ce matin-là, l'accueil se résume à une bataille de boules de neige (fondue) entre collégiens – qui n'est pas loin de dégénérer en combat de boue – et à des vigiles résolus à copier jusqu'à la moindre virgule de votre pièce d'identité dans leur registre – « *C'est la procédure depuis les attentats.* »

Passées ces formalités, nous voilà au château qui surplombe une cour de récréation somme toute banale; des petits fondent les uns sur les autres, des adolescents jouent au basket, un boudeur s'exclut d'un terrain de jeu semblable à mille autres.

Il faut tendre l'oreille pour se sentir ailleurs, les ricanements en allemand, les éclats de voix en anglais, les apostrophes en italien, en français ou en danois trahissant les origines diverses. Un continent entier qui bruisse et se répond, comme une Europe en modèle réduit.

Nous sommes dans la plus ancienne des écoles européennes de la capitale belge. Située à Uccle, un quartier huppé du sud de la ville réputé pour ses espaces verts et sa communauté française, elle accueille environ 3 400 élèves, de la maternelle au lycée, d'une cinquantaine de nationalités. Comme le dit une des professeures de l'établissement: « *On rencontre ici, en miniature, tous les grands problèmes de l'Europe.* »

Comme les treize autres écoles européennes de l'Union, dont quatre sont situées dans la capitale belge, Bruxelles I est réservée en priorité aux enfants des agents communautaires. Ces établissements ont été pensés lorsque les premiers fonctionnaires de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) débarqués à Luxembourg en 1953 se sont trouvés confrontés à l'inévitable problème qui se pose à tout expatrié: que faire des enfants? Ces pionniers imaginèrent un plan audacieux: faire venir à eux leur enseignement national. En octobre 1953, la première école européenne ouvrait ses portes, inaugurée par la grande-duchesse Charlotte. Aux enfants de fonctionnaires se mêlaient ceux des maçons qui avaient construit le bâtiment et ceux de Luxembourgeois prêts à payer pour offrir le meilleur à leurs enfants.

Soixante-trois ans après, les écoles européennes s'efforcent de tenir leur promesse pédagogique unique au monde: chaque enfant peut poursuivre sa scolarité dans sa langue d'origine, bénéficie de plusieurs cours dans une deuxième langue et peut en apprendre une troisième, voire une quatrième. « *C'est très fort comme expérience de mixité* », observe François Jourde, professeur à Bruxelles I, avant de préciser: « *Sur la base d'une homogénéité de milieu socio-économique.* » Enseignant la philosophie depuis sept ans à des sixième et septième années (première et terminale), il se dit séduit par la pédagogie déployée dans l'établissement; les programmes sont élaborés par des dizaines d'inspecteurs dépêchés par les ministères de l'éducation des vingt-huit. « *Tout se fait par négociations et compromis. On doit prendre en compte les exigences de tous les Etats.* » Les cours de religion et de morale sont hérités des Belges. Le Royaume-Uni a imposé le menu à la carte – les •••

••• dernières années de lycée, chacun peut choisir un programme renforcé dans certaines matières. « *En philosophie, la France a introduit l'approche par notions, se réjouit l'enseignant. On a vraiment pris le meilleur de chaque pays.* » Ainsi, ces petits Européens seront « *bien préparés à achever et à consolider l'œuvre entreprise par leurs pères pour l'avènement d'une Europe unie et prospère* », selon les mots de Jean Monnet, l'un des pères de l'Europe, gravés dans la première pierre de chacun de ces établissements. L'idée est belle, sa pérennisation paraît plus laborieuse. Les élargissements successifs de l'UE ont considérablement augmenté le nombre de fonctionnaires européens et, mécaniquement, celui de leurs enfants. Même si la tendance au sein des institutions a longtemps été au recrutement de célibataires dont la mobilité n'était pas entravée par le plan de carrière du conjoint, le coup de foudre survenant parfois aussi au sein de la Commission, les couples et les bébés se sont multipliés.

Depuis, le système des écoles européennes, de l'aveu même de l'un de ses dirigeants, s'est transformé en un « *monstre à bout de souffle* ». Notamment dans les principales villes d'accueil des institutions, car les écoles essaient au même rythme que les agences européennes. Celles de Francfort et de Munich ont vu leurs effectifs exploser avec l'augmentation du personnel de la Banque centrale européenne et de l'Office européen des brevets. Celle de Culham, au Royaume-Uni, fermera ses portes en 2017 après le transfert d'un centre de recherche dans le sud de la France.

DANS LES ÉCOLES EUROPÉENNES DE BRUXELLES, la surpopulation est telle que des cours seraient donnés dans les couloirs. « *Ce n'est pas tout à fait la norme* », conteste (en français)

Antonia Ruiz Esturla, la directrice (espagnole) de Bruxelles I, que l'on retrouve au château. Classé patrimoine national, il accueille la direction de l'école au cœur d'un vaste parc dans lequel sont disséminés plusieurs bâtiments et larges squares, à la façon d'un campus anglais. « *Mais il arrive que les professeurs assurent un cours de soutien avec un ou deux élèves dans un coin de couloir quand aucune salle de classe n'est disponible.* » Avec près de 500 nouveaux élèves par an, les écoles européennes de Bruxelles refusent désormais systématiquement ceux dont les parents ne sont pas fonctionnaires.

« *Dans un monde idéal, on pourrait accueillir tout le monde, soupire Antonia Ruiz Esturla. Mais on est en sureffectif et les catégorie 1 sont prioritaires.* » Les « catégorie 1 », ce sont les enfants du personnel des institutions dont l'inscription gratuite est un droit. Ils représentent plus de 96 % des élèves des écoles européennes de Bruxelles. Les catégorie 2 et catégorie 3, ceux dont les parents (ou leur entreprise) paient, ne peuvent plus guère espérer obtenir une place.

Ludwig, en sixième année de secondaire (première) en section danoise, reconnaît que son école est « *un*



peu spéciale ». De père belgo-marocain et de mère danoise, le jeune homme, impeccable dans son blazer Ralph Lauren, vit à Bruxelles depuis 2005 et compte de nombreux amis « *belges-belges de Bruxelles* » (comprenez : qui ne fréquentent pas l'école européenne). « *Nos vacances ne tombent pas au même moment que celles des autres et personne ne comprend vraiment notre système, alors c'est vrai qu'on est un peu dans une bulle.* » Des questionnaires de fin d'année remplis par des bacheliers ont révélé qu'un certain nombre d'entre eux avaient conscience d'évoluer dans une tour d'ivoire et regrettaient que les « Belges » et les « Européens » ne se côtoient guère. Une cinquième école doit ouvrir ses portes dans la capitale belge d'ici à 2019. « *Elle sera pleine* », prévient déjà Kari Kivinen, le secrétaire général des écoles européennes, au vu du nombre de naissances en 2014. Le site pourrait être celui d'une ancienne prison, ce qui ravit le Finlandais – « *j'ai lu mon Foucault* » – mais agace les Bruxellois, lassés de financer des écoles dont leurs enfants sont exclus. Car ce sont les Etats hôtes qui paient les terrains et la construction des écoles.

« *Il ne s'agit pas d'un privilège pour les fonctionnaires européens mais d'un besoin*, justifie Kari Kivinen. *Leurs enfants seraient pénalisés s'ils devaient changer de système scolaire à chaque déménagement.* » Mais ce droit à une éducation de prestige passe mal auprès des opinions publiques locales. En Grande-Bretagne et en Belgique, la presse nationale est coutumière des « *on paie des impôts pour offrir une éducation de rêve à la progéniture des eurocrates* ». Le fonctionnement de ces écoles étant financé par les



En haut, Ludwig, élève en section danoise à Bruxelles I, admet vivre « *un peu dans une bulle* ».

A Mol, Samir (ci-dessus), Hind (ci-contre) et leurs amis jurent que les conflits entre Etats ne se rejouent pas dans la cour de récréation.



Etats membres et par la Commission européenne, elles doivent affronter, en plus de leur surpopulation, une crise budgétaire importante. Les salaires des professeurs ont été réduits, certaines activités ont été suspendues et les travaux à réaliser dans certains bâtiments vétustes sont gelés. Les politiques d'austérité menées partout en Europe ont entamé l'engagement principal des Etats à l'égard de cette institution: envoyer des professeurs ou financer leurs postes.

Une partie des élèves, le plus souvent baltes, slovènes, croates, roumains ou bulgares, trop peu nombreux dans certaines écoles pour pouvoir intégrer une section dans leur langue maternelle, peuvent s'inscrire en anglais, en allemand ou en français. Et même lorsqu'il y a suffisamment de place, certains d'entre eux choisissent tout de même d'étudier dans l'une de ces trois langues. Résultat: les effectifs des sections anglophones, massivement choisis par les élèves, explosent.

« Or le Royaume-Uni considère que chacun doit s'acquitter équitablement de sa charge et ne veut plus payer pour tous ces petits qui ne sont pas les siens », déplore Kari Kivinen. Les Britanniques, pour marquer leur désapprobation, ont en effet décidé de ne détacher aucun nouvel enseignant et de ne pas remplacer ceux qui quittent leur poste. « Les écoles doivent engager localement et à leurs frais des native speakers. C'est difficile à trouver et ça leur coûte cher », ajoute le secrétaire général.

Britannique, Elaine MacDonald n'en est pas moins

une Européenne convaincue. Elle regrette cette « décision politique » de son pays mais, plus encore, elle craint sa défiance à l'égard de l'Europe: « Depuis que j'enseigne à l'école européenne de Mol [dans la région d'Anvers], mes convictions sont renforcées. Mon fils est scolarisé ici et je dois bien admettre, quand je le compare à ses cousins restés au Royaume-Uni, qu'il est plus ouvert. Pour les enfants des écoles européennes, rien n'est "normal" au sens où ils sont tous les jours confrontés à la singularité et à la différence. »

D'une façon imperceptible, le passage par ces écoles semble insuffler quelque chose de ce fameux « esprit européen » dont tout le monde parle, mais que personne ne parvient à définir. Si aucun cours spécifique sur l'Europe n'est dispensé, tous les ans, des lycéens volontaires reproduisent le Conseil européen et débattent en costume-cravate des grandes questions d'actualité qui traversent l'Union. Des « heures européennes » sont au programme des maternelles et des primaires, deux heures d'activités manuelles avec « tous les copains des autres sections », dans une seule langue. Une semaine, c'est cours de cuisine avec l'institutrice francophone; la suivante, atelier de biologie avec le néerlandophone, etc. « S'ils veulent le pot de sauce tomate du petit copain italien et qu'ils sont anglais, ils vont devoir se débrouiller », résume une institutrice.

« Ça n'a pas vraiment de sens de nous interroger sur nos origines », estime Jacqueline, élève en section anglophone. Née d'une mère •••



••• sino-américaine et d'un père italien, l'adolescente commence sa journée en anglais (maths), la poursuit en français (histoire) et l'achève en italien, autour de la table familiale. « *Je ne me dis pas que je suis italienne ou américaine. Je me sens européenne.* » Mais elle ne saurait expliquer ce qui fonde cette identité européenne, si ce n'est « *le mélange* » et l'impossibilité de se définir par l'une de ses nationalités.

LES IDENTITÉS NATIONALES TRANS-
CENDÉES par l'identité européenne, voilà de quoi effrayer ceux qui ne jurent que par la nation. Déjà, le 3 juillet 1959, l'inquiétude pointait dans la question d'un journaliste de *Cinq*

Colonnes à la une: « *En mêlant ainsi les enfants de plusieurs pays d'Europe, est-ce qu'on ne leur fait pas perdre tout sentiment national?* » Une institutrice de l'école européenne de Luxembourg répondait: « *Oh non, [...] nous tenons à conserver les racines de chacun, les cultiver tout en cultivant l'esprit européen.* » Kari Kivinen a une histoire drôle à ce sujet. Une chercheuse japonaise de l'université de Kyoto qui étudiait « l'esprit européen » est venue visiter les écoles de Bruxelles une semaine durant. A la fin de son séjour, elle s'est présentée « *déçue, profondément déçue* » dans le bureau du secrétaire général: « *Mais je n'ai pas vu un livre sur l'Europe! Il n'y a pas d'enseignement global de l'Europe, votre système est beaucoup trop fragmenté!* » Cette réflexion a beaucoup amusé Kari Kivinen: « *C'est justement cela, l'Europe, une multiplicité de langues et de cultures. On ne fait pas d'europanisation, c'est pour cela qu'on n'a pas nécessairement besoin d'un petit livre rouge de l'Europe. Nos élèves la vivent tous les jours.* »

S'il fallait une preuve vivante que cette scolarité singulière ne gomme pas les attachements nationaux, ce serait Boris Johnson, le maire de Londres. Avoir été élève à Bruxelles I ne l'a pas empêché de se montrer furieusement eurosceptique du temps où il était journaliste à Bruxelles. Et de prendre aujourd'hui position pour le Brexit. Il se souvient (avec tendresse) de ses années lycéennes: « *Les Danois et les Néerlandais avaient tendance à faire équipe avec les Britanniques pour cogner les Français et les Italiens: la cour de récréation ressemble drôlement au Conseil des ministres à Bruxelles.* »

En 2016, les Grecs et les Allemands ne se battent pas dans la cour de récréation, jurent Léa, Paul et Samir, des lycéens installés au fond de la salle d'étude de l'école de Mol où, dans le calme précaire d'une journée finissante, on fait ses devoirs ou on joue aux échecs sous le regard des surveillants bilingues. « *Même s'ils peuvent avoir tendance à dire "les Néerlandais" ou "les Anglais", on leur apprend à ne pas se désigner par la langue de leur section pour ne pas reproduire les clichés* », explique encore Aurélie Fontaine, institutrice en section francophone. « *Bien sûr qu'on parle des grands sujets européens et qu'on s'intéresse aux positions nationales*, expose Ludwig. *Mais, par exemple, sur la*

crise des réfugiés, ce n'est pas parce que je suis danois que je représente mon pays et sa position. Au Danemark, on n'aime ni les réfugiés ni les musulmans, mais ce n'est pas mon cas. Ici, on est loin de ces discours nationalistes. »

Mais la question sensible des programmes suscite régulièrement des contrariétés nationales. Les syndicats français ont, par exemple, exprimé leur malaise face à la « *primauté d'un modèle anglo-saxon* » et ont dénoncé les pressions sur les enseignants afin qu'ils adoptent une notation « à l'anglo-saxonne » mettant en danger, selon eux, l'exigence française. « *Les collègues français qui arrivent sont parfois étonnés par la pédagogie de projet, très en vogue ici*, confirme Claire Ponceau. *Et ça leur a fait drôle, au début, d'entendre des expressions comme "esprit de communauté", que nous utilisons beaucoup.* »

Tous les matins, cette professeure de lettres classiques prend le train pour rejoindre Mol, à une centaine de kilomètres de Bruxelles. Plantée dans une campagne blanche et silencieuse, derrière une forêt d'arbres noirs et nus, cette petite école européenne a été construite en 1960 pour accueillir les enfants du personnel d'un centre européen de recherche nucléaire. Une sorte de présidence tournante hebdomadaire, sous forme d'hommage à un pays, anime les lieux. Cette semaine, la Croatie est célébrée à la cantine, dans les couloirs tapissés d'affichettes aux couleurs croates et dans les salles de classe où les plus jeunes apprennent à prononcer « *Bok!* » pour dire bonjour. Dans celle d'Aurélie Fontaine, les enfants s'activent autour de grands squelettes en papier déployés sur les tables en bois. L'institutrice les interrompt: « *Ceux qui viennent de France, vous trouvez qu'ici, il y a des différences avec vos anciennes écoles?* » De petites voix s'élèvent: « *Oh oui!* » « *Ça me change d'écrire moins, les poèmes étaient trop longs en France* », se souvient Esther, les doigts enroulés dans ses cheveux blonds. Ça fait rire sa voisine, Elise, une ancienne timide qui prend spontanément la parole: « *Je n'ai plus peur de parler anglais. On m'a dit que quand on était open minded, ça se passait mieux.* » « *Et c'est vrai* », l'encourage l'enseignante. D'après elle, les écoliers qui arrivent de France seraient plus réticents que les autres à s'exprimer en langue étrangère, « *mais ils repartent plus confiants* ».

« *C'est cela l'avenir* », s'enthousiasme Harry Van Lingen, ancien professeur d'anglais devenu un grand défenseur de ces écoles. Il plaide pour leur ouverture « *à tous les citoyens européens* » et se réjouit de l'initiative du Parlement européen, qui a créé en 2005 un système parallèle d'écoles européennes dites « agréées ». Elles proposent le même programme que les écoles « originales » et délivrent un baccalauréat européen. Il en existe douze en Europe, dont deux en France, à Manosque (Alpes-de-Haute-Provence) et à Strasbourg. Elles sont gratuites, intégralement financées par les Etats qui les accueillent et, en théorie, ouvertes à tous. Elles ont vocation à se multiplier, annonce Kari Kivinen, qui voit dans ce système, plutôt que le reflet de l'Union en crise, celui d'une « *Europe idéale et sans frontières* ». « *On a très peu de racisme et de conflits entre élèves liés à leurs origines*, se félicite-t-il. *On a besoin de plus d'établissements comme les nôtres pour vivre en paix en Europe.* »





Ci-contre,
François Jourde,
professeur
de philosophie
à Bruxelles I.
En matière
de pédagogie,
« on a pris le
meilleur de
chaque pays »,
estime-t-il.

Ci-dessus,
Jacqueline, née
d'une mère sino-
américaine et
d'un père italien,
élève en section
anglophone
à Uccle.